

# L'indépendance de l'Algérie :

«Voulez-vous que l'Algérie devienne un Etat indépendant coopérant avec la France dans les conditions définies par les déclarations du 19 mars ?» Telle est la question

que soumet Abderrahmane Farès, lors d'une rencontre secrète à l'Elysée, au général de Gaulle, au cours de laquelle il suggère aussi la fixation du référendum au 1<sup>er</sup>

juillet<sup>(1)</sup>. Le chef de l'Etat français, qui adoube les deux propositions de Farès, souligne : «L'essentiel est que le référendum puisse se dérouler normalement.»<sup>(2)</sup>



Par P<sup>r</sup> Abdelmadjid Merdaci  
mad.benhacen@yahoo.fr

GPRA – le FLN y étant représenté par un groupe dirigé par le D<sup>r</sup> Mostefaï –, l'Exécutif provisoire avait notamment en charge la lancinante question de la sécurité. Alors qu'aux termes des Accords d'Evian les forces armées adverses devaient se maintenir dans leur cantonnement – les éléments de l'armée dite des frontières ne pouvant rejoindre le territoire national qu'au lendemain de l'indépendance –, la responsabilité de l'ordre public relevait des «Forces locales» dont la composition comme la direction étaient controversées. «J'apprends avec stupéfaction que l'unité de la Force locale stationnée aux environs d'El-Harrach est commandée par le «colonel» Cherif Saïdi, l'assassin du colonel Ali Mellah et de plus de mille djounoud de la Wilaya VI.

Cet ancien sergent de l'armée d'occupation, colosse bouffi de graisse et affamé de pouvoir, m'a échappé une fois alors qu'il était au bout de mon fusil-mitrailleur<sup>(5)</sup>, témoigne le commandant Azzedine, commandant de la Zone autonome d'Alger. Les institutions de la transition pouvaient-elles aussi – les hommes, les ambitions – être à l'abri des projections politiques et des calculs de l'après-indépendance d'autant qu'à quelques semaines de la date du référendum, il était difficile tant pour les acteurs que pour les observateurs de dire quel scénario pouvait prévaloir au lendemain du 1<sup>er</sup> juillet ?

Prévenir les provocations demeurerait, dans ce contexte, l'un des soucis prioritaires du GPRA, et Benyoucef Benkhedda l'exprime sans ambiguïté à Abderrahmane Farès lors de leur rencontre du début juin à Tunis : «Pour tous nos militants civils et militaires, la consigne doit être le calme absolu»<sup>(6)</sup>, qui rappelle aussi les responsabilités de l'armée française face aux exactions de l'OAS.

De retour à Alger, le président informe ses collègues de l'Exécutif provisoire de sa démarche et obtient l'accord du président Benkhedda sur la teneur de la question et la date de tenue du référendum. «Le soir même j'annonçai à la télévision que le référendum aurait lieu le 1<sup>er</sup> juillet et qu'une seule question serait posée à tous les Algériens.»<sup>(3)</sup>

En place au Rocher-Noir depuis le 7 avril 1962, l'Exécutif provisoire<sup>(4)</sup> s'at-

tache, en rapport avec le haut commissaire français, Christian Fouchet, à mettre en place et à gérer les institutions d'une transition compliquée, marquée par la violence et dont l'organisation du référendum sur l'indépendance demeurerait l'objectif central.

Peu de choses ont été, à bien y regarder, écrites sur cette séquence qui va de l'annonce des accords d'Evian à la proclamation des résultats du référendum du 1<sup>er</sup> juillet 1962 qui devait conditionner l'émergence formelle de l'Etat nation algérien.

La politique de la terre brûlée de l'OAS, en application de la circulaire Salan de février – «leur rendre l'Algérie dans l'état dans lequel nous l'avions

trouvée» disaient les porte-parole de l'OAS –, la mise en avant des départs massifs des Européens d'Algérie, a largement brouillé la complexité des missions d'un Exécutif provisoire, gouvernement improbable, dont la composition mixte – Algériens musulmans et Européens – procédait plus du passé qu'elle ne préfigurait l'avenir.

## 1- La transition de tous les dangers

En relation quotidienne avec le Haut Commissariat de la France, le préfet de police de la capitale et avec les structures administratives – préfectures, sous-préfectures – reconduites et partiellement algérianisées, soumis aussi plus ou moins formellement à l'aval du

## Les confusions du 5 juillet

La journée du 5 juillet est officiellement inscrite au calendrier des fêtes légales en Algérie au titre de «Fête de l'indépendance et de la jeunesse». Le fait est que l'indépendance ne peut se fêter qu'à la seule date de son avènement et de sa pleine reconnaissance par la communauté internationale, à savoir le 3 juillet.

Quel serait en effet le statut de l'Algérie entre le 3 et 5 juillet, dans quel no man's land juridique la placent ceux qui ont pris la décision d'ériger le 5 juillet en symbole en rapport avec les débuts de l'entreprise coloniale ?

Les armées françaises débarquent à Sidi Fredj le 14 juin 1830 et le 5 juillet le Dey Hussein, représentant de la Sublime Porte, signe sa reddition aux autorités militaires d'occupation, leur livre Alger, déclarée ville ouverte et prend la mer avec sa smala. Comment justifier que la chute de la régence puisse devenir un symbole national algérien ?

## Lettre du général de Gaulle à A. Farès

Paris le 3 juillet  
Monsieur le Président,

La France a pris acte des résultats du scrutin d'autodétermination du 1<sup>er</sup> juillet 1962 et de la mise en vigueur des déclarations du 19 mars 1962. Elle a reconnu l'indépendance de l'Algérie.

En conséquence, et conformément au chapitre 5 de la Déclaration générale du 19 mars 1962, les compétences

afférentes à la souveraineté sur le territoire des anciens départements français d'Algérie sont, à compter de ce jour, transférés à l'Exécutif provisoire de l'Etat algérien. En cette solennelle circonstance, je tiens à vous exprimer, Monsieur le Président, les vœux profondément sincères, qu'avec la France toute entière, je forme pour l'avenir de l'Algérie.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, à ma haute considération.

C. de Gaulle

## Lettre du président Farès au général de Gaulle

Rocher Noir le 3 juillet  
Monsieur le Président,

J'ai l'honneur, au nom de l'Exécutif provisoire algérien, de vous accuser réception de votre message et de prendre acte de la reconnaissance officielle, par la République française, de

l'indépendance de l'Algérie. Conformément au chapitre 5 des déclarations d'Evian du 19 mars 1962, l'Exécutif provisoire a ainsi reçu à ce jour le transfert des compétences afférentes à la souveraineté sur le territoire algérien.

Je vous remercie des vœux sincères que vous formez à l'adresse de l'Algé-

rie, et j'exprime, à mon tour, au nom de l'Exécutif provisoire, en cette journée historique, les vœux sincères pour la France et pour une coopération féconde entre nos deux pays. Je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'expression de ma haute considération.

A. Farès